

## Est-ce la société que mérite les Hommes ?

L'objet de cet écrit est d'appréhender la crise politique et économique en date de l'année 2025.

Afin d'établir un raisonnement suffisamment solide, nous allons chercher à identifier les principaux acteurs économiques et politiques, constituant nos sociétés.

L'Economie, au sens large du terme, est composée de deux sphères identifiées, la sphère économique réelle et la sphère économique virtuelle, soit la finance de marché.

La sphère économique virtuelle est définie par ces termes car son application et son fonctionnement n'utilisent aucunement les objets physiques, ayant pour seul support un système informatique complexe, tous les ordres et opérations se passent sur la toile du net, les ordres de bourses, les virements de fonds et la bourse elle-même, sont dématérialisés, la finance est en dehors du monde réel et aujourd'hui déconnectée des mécanismes économiques traditionnels. L'« économie des Hommes » est exogène à la sphère financière, l'Homme de la rue ne maîtrise pas cet environnement financier et le comprend que rarement, pendant que les lois financières régissent la gouvernance des entreprises et dictent leur politique aux gouvernements des Etats. La finance est totalement décomplexée, il n'y a plus de frontières internationales aux échanges et transferts de fonds. Cette superpuissance est possible car l'ensemble du patrimoine monétaire des ménages, argent disponible et épargne (oui notre argent), est placé en banque, sur un compte en banque ou autrement dénommé un fond de dépôt, soit l'activité bancaire de « banque de dépôt ». Puis les banques puisent dans les fonds de dépôt des particuliers, en en laissant que 13% selon les obligations légales (Accord de Bâle III), pour spéculer sur les marchés financiers, c'est l'activité bancaire dite de « banque d'affaire ». Ces transferts de fonds, de l'activité de dépôt à la branche « banque d'affaire », étaient auparavant interdits, de 1933 jusqu'en 1999, par la Glass Steagall Act. En 2007, au niveau mondial et sur un an, les fonds investis représentaient 6 fois le PIB mondial, soit environ 360 000 milliards de dollars, 8 ans après la fin de la séparation des activités « dépôt » et « affaire ».

Décomposons maintenant la sphère réelle, les acteurs productifs économiques sont les entreprises, nous distinguons, selon un classement officiel de ces acteurs, les grandes entreprises qui sont souvent des multinationales, les entreprises de taille intermédiaire, les petites et moyennes entreprises et les très petites entreprises.

Les grandes entreprises ou multinationales, où l'on retrouve les banques d'affaires, et les entreprises de taille intermédiaire, ont des moyens financiers illimités et disposent de services juridiques à très hauts potentiels (Seulement certaines pour les ETI). Parmi ces spécialistes du droit, l'une des activités phares de ces services est la fiscalité. En effet, les subtilités juridiques françaises permettent à ces sociétés de payer parfois aucun impôt, malgré les milliards de bénéfices engendrés. Parfois même, ces multinationales reçoivent des aides d'Etat, qui rend la balance « aides d'Etat et le peu d'impôts payés » déficitaire, en défaveur du Bien commun. De plus, le marché économique, sur lesquelles sont implantées ces multinationales, est souvent oligopolistique, donc peu concurrentiel, les parts de marché sont ainsi assurées à moyen et long terme, et sans payer l'impôt, que demander de plus ! Ces grandes entreprises ont aussi un autre poste de dépense très rentable, qui s'appelle le lobbying. Cette efficacité n'est plus à démontrer, les multinationales écrivent les lois et les députés les votent, Il arrive parfois même que les autorités de contrôle officielles se voient refuser l'application des textes de lois, comme une mise en conformité à l'encontre de ces sociétés, hyper puissantes, car le service juridique

de ces sociétés a le plaisir de leur (nous) annoncer qu'une modification de loi a été décidée, rendant leurs écarts aux obligations légales caduques, devenus de fait légal, vive le lobby, qui n'est pas au service du bien commun mais des intérêts privés, rappelons-le tout de même !

A contrario, certaines entreprises de taille intermédiaire, les petites et moyennes entreprises et les très petites entreprises ne disposent pas ou peu de conseils juridiques. Ainsi, ces sociétés payent la totalité de leurs impôts et doivent respecter l'ensemble des normes sous peine de sanctions, car elles n'ont pas non plus les moyens pour financer une activité de lobbying. Ces petites sociétés sont, dès lors, pleinement exposées aux hausses d'impôts, car elles, elles les payent leurs impôts ! Ainsi, si le gouvernement veut renflouer les caisses de l'Etat, ce sont les bons et gentils payeurs qui casquent, mais jamais ceux qui en ont les moyens, les multinationales, à bon entendeur !

Et tout comme les petites entreprises, tout le monde connaît l'autre dindon ou pigeon de la farce, oh pardon c'est un peu violent, on dira « vache à lait », oui, ce sont bien-sûr les classes moyennes et les classes populaires, aujourd'hui dénommées sous le petit sobriquet du prénom « Nicolas » (Voir vidéos et groupes sur les réseaux sociaux sur « c'est toujours Nicolas qui paye »), soutien à tous les Nicolas ! Car oui, si les grandes fortunes pratiquent l'optimisation fiscale, l'ensemble des français, eux, payent bien leurs impôts et tous leurs impôts !

Par ailleurs et au vu des faits soulevés dans cet état des lieux, la France est l'un des pays les plus taxés au monde, au-dessus de 50% du revenu disponible des ménages, mais les « riches », eux, suivent d'autres règles et d'autres lois, apparemment, ce ne sont pas de gens comme tout le monde, lol, est-ce carrément de l'optimisation sociétale ?

Mais bien-sûr pas d'exception à la règle, aucune surprise, face aux difficultés et turpitudes des comptes publics, le gouvernement n'a pas innové à son habitude, il envisage en ce mois de septembre 2025, de **geler les retraites des français**, de **geler le salaire des fonctionnaires**, de **retirer 2 jours fériés** au temps de repos de « Nicolas », voir même selon certains hommes politiques, qui refuse de déroger à leur habitude (lol), de peut-être **supprimer la cinquième semaine de congés payés** !

Cette baisse annoncée de la consommation sera compensée par quoi ? Et si la consommation baisse et que les caisses de l'Etat ne se remplissent pas par manque d'activité économique, est-ce que se sera la fin de 35 heures ? Et, s'il y a une baisse de l'activité, bosser 39 heures ne donnera pas plus de boulot aux chômeurs ! Et le travailleur français est moins productif en bossant 39 heures qu'en bossant 35 heures, alors aucune différence sur le volume d'activité, non ? Alors on peut se demander, en l'absence de solutions, les solutions étant remplacé par des gesticulations (et de douces faveurs), si une tutelle du FMI serait la destination finale, où la démagogie et la courtoisie l'auraient emporté sur une recherche politique innovante ?

Au vu, du tableau dressé et des principaux acteurs en présence, la manne financière qui n'est pas redistribuée est clairement identifiée, le gouvernement cherche de l'argent, mais où se cache-t-il ? - No suspense – L'abondance financière déborde et est visible du regard de n'importe quel être en ce monde, elle transite par des places de marchés, des comptes off-shore, est présente sur des comptes inactifs, car lorsque les banques d'affaires prêtaient aux Etats (stables), il y a encore peu, elles prêtaient à des taux d'intérêt négatif, qui prêtent à des taux d'intérêt négatifs ? Ceux qui ne savent même plus où investir leurs fonds, tant la manne financière est abondante !

L'Etat connaît la recette : les impôts ! Mais nous, les français, on ne peut pas payer à taux négatif !

GP